

R5212

ARCHIVES  
1933 - 1940

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

<b>COUNCIL</b>	REGISTRY No		
	<b>14</b>	<b>39497</b>	<b>1198</b>

*Procès-verbaux de la 106<sup>e</sup> session du Conseil,  
décembre 1939*

Transmis à Referred to	Date	Transmis à Referred to	Date	Transmis à Referred to	Date
<u>7</u>					
				Dossier précédent } No. <u>38227</u>	
				Dossier suivant } No. <u>39526</u>	

SOCIÉTÉ DES NATIONS

CENT-SIXIÈME SESSION DU CONSEIL

PROCÈS-VERBAL

DEUXIÈME SÉANCE (PRIVÉE)

Tenue le samedi 9 décembre 1939, à 17 h. 30.

Président: Le comte CARTON DE WIART.

Les Membres du Conseil sont représentés comme suit:

<i>Belgique:</i>	Le comte CARTON DE WIART.
<i>Bolivie:</i>	M. COSTA DU RELS.
<i>Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:</i>	M. BUTLER.
<i>Chine:</i>	M. WELLINGTON KOO.
<i>République Dominicaine:</i>	M. FIGUEREDO-LORA.
<i>France:</i>	M. PAUL-BONCOUR.
<i>Grèce:</i>	M. POLYCHRONIADIS.
<i>Iran:</i>	—
<i>Italie:</i>	—
<i>Lettonie:</i>	M. FELDMANS.
<i>Nouvelle-Zélande:</i>	M. JORDAN.
<i>Pérou:</i>	—
<i>Suède:</i>	Le baron BECK-FRIIS.
<i>Union des Républiques soviétiques socialistes:</i>	—
<i>Yougoslavie:</i>	M. GAVRILOVITCH.

Le Secrétaire général: M. J. AVENOL.

4168. Adoption de l'ordre du jour de la séance.

*L'ordre du jour est adopté.*

4169. Nominations: Tribunal administratif.

M. Wellington Koo soumet le rapport et la résolution ci-après <sup>1</sup>:

« Expirent à la fin de cette année les mandats de M. Eide, juge titulaire, et de M. Havelka, juge suppléant.

<sup>1</sup> Document C.386.1939.

« Je crois pouvoir proposer au Conseil de renouveler le mandat de M. Eide et, M. Havelka ne se trouvant pas en mesure de siéger au tribunal, de nommer, pour le remplacer, M. Stavropoulos, jurisconsulte adjoint du Ministère des Affaires étrangères de Grèce.

« Conformément aux dispositions régissant la matière, ce renouvellement et cette nomination auraient lieu pour trois ans.

« J'ai, en conséquence, l'honneur de soumettre au Conseil la résolution suivante :

« 1<sup>o</sup> Est renouvelé pour une durée de trois années, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1940, le mandat de M. EIDE, juge au Tribunal administratif de la Société des Nations.

« 2<sup>o</sup> M. Jason STAVROPOULOS, jurisconsulte adjoint du Ministère des Affaires étrangères de Grèce, est nommé pour trois ans juge suppléant au même tribunal. Le mandat ainsi conféré commencera à courir le 1<sup>er</sup> janvier 1940. Il est renouvelable. »

*La résolution est adoptée.*

#### 4170. **Coordination entre la Commission consultative des questions sociales et l'Organisation d'hygiène.**

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL soumet le rapport et la résolution ci-après <sup>1</sup> :

« A sa séance du 17 janvier 1939 (cent-quatrième session)<sup>2</sup>, le Conseil a décidé de demander au président du Comité d'hygiène et à la présidente de la Commission consultative des questions sociales de faire appel chacun à un ou deux de leurs collègues de ces comités pour procéder avec moi à un examen de la question de la coordination entre la Commission consultative des questions sociales et l'Organisation d'hygiène. Le Comité spécial ainsi constitué a siégé les 16 et 17 juin 1939 et son rapport <sup>3</sup> a été distribué aux Membres du Conseil.

« Le Comité spécial a souligné tout d'abord deux points qui me paraissent essentiels, à savoir que la coordination envisagée devait pleinement sauvegarder l'autonomie des deux commissions, qui ont des compétences strictement différentes, et que la réorganisation projetée des Sections sociale, d'hygiène et du trafic de l'opium permettrait d'assurer la liaison régulière et continue qu'exige tout effort de coordination; cette réorganisation permettra d'ailleurs de rendre également plus étroite la collaboration entre ces deux commissions et la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles, dont les travaux présentent certains aspects d'ordre social et sanitaire.

« Dans son rapport, le Comité spécial prévoit certaines modalités qui permettront d'élargir et d'organiser d'une façon systématique l'institution des agents de liaison délégués par chacune des deux commissions auprès de l'autre; en outre, le Comité spécial propose de créer un comité de coordination qui comprendrait le président et deux membres de chacune des commissions et qui, à l'instar du Comité de coordination des questions économiques et financières, serait chargé de prendre toutes dispositions utiles en vue d'assurer une répartition harmonieuse du travail entre les deux commissions et présenterait chaque année un rapport d'ensemble à l'Assemblée.

« Les propositions du Comité spécial permettent, semble-t-il, d'arrêter les modalités du système de coordination permanente entre les deux commissions, que l'Assemblée a chargé le Conseil d'établir. Si le Conseil partage cette manière de voir, je lui proposerai le projet de résolution ci-après :

« Le Conseil fait siennes les conclusions du rapport du Comité spécial chargé d'examiner la question de la coordination entre la Commission consultative des questions sociales et l'Organisation d'hygiène. »

*La résolution est adoptée.*

#### 4171. **Appel du Gouvernement finlandais.**

M. Holsti, représentant de la Finlande, prend place à la table du Conseil.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL rappelle qu'aux termes de l'article 15 du Pacte, il doit prendre toutes dispositions en vue d'une enquête et d'un examen complets lorsqu'un Membre de la Société invoque cet article. Il va donc rendre compte des mesures qu'il a prises en exécution de l'article 15.

1<sup>o</sup> La note du délégué permanent de la Finlande près la Société des Nations <sup>4</sup> lui a été remise le 3 décembre. Elle demandait au Secrétaire général, en vertu des articles 11 et 15 du Pacte, de convoquer immédiatement le Conseil et l'Assemblée.

En ce qui concerne le Conseil, le Secrétaire général, en vertu du premier paragraphe de l'article 11, a prié les Membres du Conseil de se réunir le 9 décembre, date à laquelle il lui a semblé

<sup>1</sup> Document C.387.1939.III.

<sup>2</sup> Voir *Journal Officiel*, février 1939, page 70.

<sup>3</sup> Document C.203.M.132.1939.

<sup>4</sup> Document C.370.M.283.1939.VII.

que, dans les circonstances actuelles, tous les Membres du Conseil seraient en mesure d'envoyer à Genève leurs représentants munis des instructions nécessaires.

En ce qui concerne l'Assemblée, il a immédiatement informé les Membres de la Société qu'il proposait au Président de l'Assemblée de convoquer celle-ci le 11 décembre. Après consultation du Président, il a, par un nouveau télégramme du 5 décembre, confirmé cette date.

2<sup>o</sup> Le délégué permanent de la Finlande avait, outre l'article 11, invoqué l'article 15 du Pacte. Le premier paragraphe de cet article dispose que le Secrétaire général doit prendre toutes dispositions en vue d'une enquête et d'un examen complets. Quant au deuxième paragraphe, il stipule que les parties doivent communiquer au Secrétaire général l'exposé de leur cause avec tous faits pertinents et pièces justificatives.

Le 4 décembre, il a adressé au Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes le télégramme ci-après:

« Le représentant finlandais près la Société des Nations, dans sa communication du 3 courant que j'ai eu l'honneur de vous transmettre hier, dit qu'il me fera tenir un exposé complet des raisons et des circonstances qui ont amené son Gouvernement à demander l'intervention de la Société des Nations.

« Le Gouvernement finlandais ayant invoqué, outre l'article 11, l'article 15 qui prévoit que le Secrétaire général prendra toutes dispositions en vue d'une enquête et d'un examen complets, j'attire votre attention sur le paragraphe 2 dudit article 15 qui stipule que, dans le plus bref délai, les parties doivent me communiquer l'exposé de leur cause avec tous faits pertinents et pièces justificatives. »

3<sup>o</sup> Le 5 décembre, le Secrétaire général a communiqué au Conseil et aux Membres de la Société un télégramme du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes<sup>1</sup>. Ce Gouvernement exposait les raisons pour lesquelles il estimait que la convocation du Conseil et de l'Assemblée ne pourrait se justifier. Il faisait savoir qu'il ne se verrait pas à même de prendre part aux réunions du Conseil et de l'Assemblée s'ils étaient convoqués.

4<sup>o</sup> Le Secrétaire général a également communiqué au Conseil et aux Membres de la Société divers messages, relatifs à l'appel de la Finlande, qui ont été envoyés par les Gouvernements argentin<sup>2</sup>, colombien<sup>3</sup>, vénézuélien<sup>4</sup> et uruguayen<sup>5</sup>.

5<sup>o</sup> Il a enfin communiqué au Conseil et aux Membres de la Société deux télégrammes du Gouvernement finlandais<sup>6</sup> relatifs à certaines mesures que ce Gouvernement a prises dans la zone neutralisée des îles d'Åland, ainsi que l'exposé des raisons et des circonstances qui ont motivé l'appel de la Finlande<sup>7</sup>. Cet exposé est le dernier document reçu à ce jour.

M. HOLSTI rappelle que, après la requête adressée par son Gouvernement au Secrétaire général, le 3 décembre, il a fait tenir, aux Membres du Conseil, un exposé des événements et des circonstances qui ont amené son Gouvernement à faire appel à la Société. Il craindrait d'abuser de la patience des membres du Conseil en répétant oralement ce dont ils ont déjà eu connaissance par la lecture de l'exposé du Gouvernement finlandais. Par conséquent, sans préjudice des droits du Conseil, il a l'honneur, au nom de son Gouvernement et conformément à la faculté que celui-ci détient aux termes du paragraphe 9 de l'article 15 du Pacte, de demander au Conseil de saisir sans délai l'Assemblée du différend surgi entre son Gouvernement et le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, pour que l'Assemblée s'en occupe immédiatement.

Le PRÉSIDENT constate que le représentant de la Finlande demande l'application du paragraphe 9 de l'article 15 du Pacte, qui est ainsi conçu:

« Le Conseil peut, dans tous les cas prévus au présent article, porter le différend devant l'Assemblée. L'Assemblée devra de même être saisie du différend à la requête de l'une des Parties; cette requête devra être présentée dans les quatorze jours à dater du moment où le différend est porté devant le Conseil. »

Le Conseil est saisi de cette requête et, dans ces conditions, il lui appartient de déférer à la demande qui lui est adressée par le représentant de la Finlande.

Aucune observation n'étant présentée, le Président soumet au Conseil la conclusion suivante:

« Le Conseil prie l'Assemblée d'inscrire la question soumise par le représentant de la Finlande à l'ordre du jour de l'Assemblée et charge le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires à cet effet. »

*Il en est ainsi décidé.*

M. Holsti se retire.

<sup>1</sup> Document C.375.M.288.1939.VII.

<sup>2</sup> Document C.373.M.286.1939.VII.

<sup>3</sup> Document C.371.M.284.1939.VII.

<sup>4</sup> Document C.376.M.289.1939.VII.

<sup>5</sup> Document C.377.M.290.1939.VII.

<sup>6</sup> Document C.374.M.287.1939.VII.

<sup>7</sup> Document C.381.M.294.1939.VII.

LEAGUE OF NATIONS

HUNDRED-AND-SIXTH SESSION OF THE COUNCIL

MINUTES

SECOND MEETING (PRIVATE)

*Held on Saturday, December 9th, 1939, at 5.30 p.m.*

*President: Count CARTON DE WIART.*

The Members of the Council were represented as follows:

<i>Belgium:</i>	Count CARTON DE WIART.
<i>Bolivia:</i>	M. COSTA DU RELS.
<i>United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:</i>	Mr. BUTLER.
<i>China:</i>	Dr. WELLINGTON KOO.
<i>Dominican Republic:</i>	M. FIGUEROLO-LORA.
<i>France:</i>	M. PAUL-BONCOUR.
<i>Greece:</i>	M. POLYCHRONIADIS.
<i>Iran:</i>	—
<i>Italy:</i>	—
<i>Latvia:</i>	M. FELDMANS.
<i>New Zealand:</i>	Mr. JORDAN.
<i>Peru:</i>	—
<i>Sweden:</i>	Baron BECK-FRIIS.
<i>Union of Soviet Socialist Republics:</i>	—
<i>Yugoslavia:</i>	M. GAVRILOVITCH.

*Secretary-General: M. J. AVENOL.*

4168. **Adoption of the Agenda of the Meeting.**

*The agenda was adopted.*

4169. **Appointments: Administrative Tribunal.**

Dr. Wellington Koo presented the following report and resolution:<sup>1</sup>

“The terms of office of M. Eide, judge, and M. Havelka, deputy judge, expire at the end of this year.

<sup>1</sup> Document C.386.1939.

“ I think I may propose to the Council that it should renew the appointment of M. Eide, and, as M. Havelka finds himself unable to serve, that it should appoint in his stead M. Stavropoulos, Assistant Legal Adviser to the Ministry for Foreign Affairs of Greece.

“ In accordance with the regulations on the subject, this renewal and this appointment would be for three years.

“ I have therefore the honour to submit to the Council the following resolution:

“ ‘ 1. The appointment of M. EIDE, judge of the Administrative Tribunal of the League of Nations, is renewed for a term of three years.

“ ‘ 2. M. Jason STAVROPOULOS, Assistant Legal Adviser to the Ministry for Foreign Affairs of Greece, is appointed deputy judge of the same Tribunal for three years. This appointment will take effect on January 1st, 1940, and is renewable.’ ”

*The resolution was adopted.*

#### 4170. Co-ordination between the Advisory Committee on Social Questions and the Health Organisation.

The SECRETARY-GENERAL presented the following report and resolution: <sup>1</sup>

“ At its meeting on January 17th, 1939 (hundred-and-fourth session),<sup>2</sup> the Council decided to ask the President of the Health Committee and the Chairman of the Advisory Committee on Social Questions each to invite one or two of their colleagues on those Committees to proceed with me to an examination of the question of the co-ordination between the Advisory Committee on Social Questions and the Health Organisation. The Special Committee thus constituted met on June 16th and 17th, 1939, and its report <sup>3</sup> has been distributed to the Members of the Council.

“ The Special Committee first emphasised the two points that appear to me essential—namely, that the proposed co-ordination should fully safeguard the autonomy of the two Committees, which have quite separate functions, and that the proposed reorganisation of the Social, Health and Traffic in Opium Sections would make possible that regular and continuous liaison which is always necessary to effect any measure of co-ordination; this reorganisation will, moreover, enable closer co-operation to be achieved between these two Committees and the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs, whose work has certain social and health aspects.

“ In its report, the Special Committee suggests certain arrangements which would enable the system of liaison officers appointed by each Committee to work with the other to be expanded and reorganised on more methodical lines; in addition, the Special Committee proposes to set up a Committee of Co-ordination consisting of the Chairman and two members of each Committee and instructed, like the Co-ordination Committee on Financial and Economic Questions, to take such action as may be required for the harmonious allocation of work between the two bodies concerned, and to present a general report each year to the Assembly.

“ The proposals of the Special Committee should make it possible to plan the details of the system of permanent co-ordination between the two Committees, which the Assembly instructed the Council to establish. If the Council agrees, I would propose the following draft resolution:

“ ‘ The Council endorses the conclusions of the report of the Special Committee appointed to consider co-ordination between the Advisory Committee on Social Questions and the Health Organisation.’ ”

*The resolution was adopted.*

#### 4171. Appeal of the Finnish Government.

M. Holsti, representative of Finland, came to the Council table.

The SECRETARY-GENERAL said that, under Article 15 of the Covenant, he was called upon to make all necessary arrangements for a full investigation and consideration of a dispute when a Member of the League invoked that article. He would therefore give an account of the measures he had taken under Article 15.

1. The note from the Permanent Delegate of Finland accredited to the League of Nations<sup>4</sup> was handed to him on December 3rd and requested him, in virtue of Articles 11 and 15 of the Covenant, at once to convoke the Council and the Assembly.

As regarded the Council, he had, under paragraph 1 of Article 11, requested the Members of the Council to meet on December 9th, by which date he thought that, in present circumstances,

<sup>1</sup> Document C.387.1939.III.

<sup>2</sup> See *Official Journal*, February 1939, page 70.

<sup>3</sup> Document C.203.M.132.1939.

<sup>4</sup> Document C.370.M.283.1939.VII.

all the Members of the Council would be in a position to send their representatives to Geneva with the necessary instructions.

With regard to the Assembly, he had at once informed the Members of the League that he was proposing to the President of the Assembly to convene it for December 11th. After consulting the President, he had confirmed that date by a further telegram of December 5th.

2. The Permanent Delegate of Finland had invoked Article 15 of the Covenant in addition to Article 11. The first paragraph of Article 15 provided that the Secretary-General should make all necessary arrangements for a full investigation and consideration of the dispute. The second paragraph stipulated that the parties should communicate statements of their case to the Secretary-General with all the relevant facts and papers.

On December 4th, he had sent to the Government of the Union of Soviet Socialist Republics the following telegram:

“ The Finnish representative accredited to the League of Nations, in his communication of the 3rd instant, which I had the honour to communicate to you yesterday, states that he will forward to me a complete statement of the reasons and circumstances which have led his Government to request the intervention of the League of Nations.

“ The Finnish Government having invoked, in addition to Article 11, Article 15, which provides that the Secretary-General will make all necessary arrangements for a full investigation and consideration of the dispute, I direct your attention to paragraph 2 of the said Article 15, which provides that the parties will communicate to me, as promptly as possible, a statement of their case with all the relevant facts and papers.”

3. On December 5th, he had communicated to the Council and Members of the League a telegram from the Government of the Union of Soviet Socialist Republics.<sup>1</sup> That Government had explained the reasons for which it considered the convening of the Council and the Assembly unjustified. It had intimated that it would be unable to take part in the meetings of the Council and Assembly if they were convened.

4. The Secretary-General had also communicated to the Council and Members of the League various messages relating to Finland's appeal, sent by the Argentine<sup>2</sup>, Colombian<sup>3</sup>, Venezuelan<sup>4</sup> and Uruguayan<sup>5</sup> Governments.

5. Lastly, he had communicated to the Council and Members of the League two telegrams from the Finnish Government<sup>6</sup> relating to certain measures which that Government had taken in the neutralised zone of the Aaland Islands, together with a statement of the reasons and circumstances which had led to Finland's appeal.<sup>7</sup> That statement was the last document received up to date.

M. HOLSTI reminded the Council that, after the request sent by his Government to the Secretary-General on December 3rd, he had communicated to the Members of the Council a statement of the events and circumstances which had led his Government to appeal to the League. He would not tax the patience of the members of the Council by repeating orally what they had already learned by reading the Finnish Government's statement. Consequently, without prejudice to the rights of the Council, he had the honour, on behalf of his Government and in accordance with the right which that Government held under Article 15, paragraph 9, of the Covenant, to request the Council to refer to the Assembly without delay the dispute which had arisen between his Government and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, in order that the Assembly might deal with it immediately.

The PRESIDENT noted that the representative of Finland requested the application of Article 15, paragraph 9, of the Covenant, which read as follows:

“ The Council may in any case under this article refer the dispute to the Assembly. The dispute shall be so referred at the request of either party to the dispute, provided that such request be made within fourteen days after the submission of the dispute to the Council.”

The request had been referred to the Council, and in those circumstances it was for the Council to accede to the request made to it by the representative of Finland.

No observations having been made, the President submitted to the Council the following conclusion:

“ The Council requests the Assembly to place the question submitted by the representative of Finland upon the agenda of the Assembly and instructs the Secretary-General to take the necessary measures for that purpose.”

*Agreed.*

M. Holsti withdrew.

<sup>1</sup> Document C.375.M.288.1939.VII.

<sup>2</sup> Document C.373.M.286.1939.VII.

<sup>3</sup> Document C.371.M.284.1939.VII.

<sup>4</sup> Document C.376.M.289.1939.VII.

<sup>5</sup> Document C.377.M.290.1939.VII.

<sup>6</sup> Document C.374.M.287.1939.VII.

<sup>7</sup> Document C.381.M.294.1939.VII.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

CENT-SIXIÈME SESSION DU CONSEIL

PROCÈS-VERBAL

PREMIÈRE SÉANCE (PRIVÉE)

Tenue le samedi 9 décembre 1939, à midi.

Président: Le Comte CARTON DE WIART.

Les Membres du Conseil sont représentés comme suit:

<i>Belgique:</i>	Le comte CARTON DE WIART.
<i>Bolivie:</i>	M. COSTA DU RELS.
<i>Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:</i>	M. BUTLER.
<i>Chine:</i>	M. WELLINGTON KOO.
<i>République Dominicaine:</i>	M. FIGUEREDO-LORA.
<i>France:</i>	M. PAUL-BONCOUR.
<i>Grèce:</i>	M. POLYCHRONIADIS.
<i>Iran:</i>	—
<i>Italie:</i>	—
<i>Lettonie:</i>	M. FELDMANS.
<i>Nouvelle-Zélande:</i>	M. JORDAN.
<i>Pérou:</i>	—
<i>Suède:</i>	Le baron BECK-FRIIS.
<i>Union des Républiques soviétiques socialistes:</i>	—
<i>Yougoslavie:</i>	M. GAVRILOVITCH.

Le Secrétaire général: M. J. AVENOL.

4167. Adoption de l'ordre du jour de la session.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL déclare qu'étant donné les circonstances dans lesquelles se réunit le Conseil, celui-ci rencontrera sans aucun doute quelques difficultés à prendre des décisions sur toutes les questions inscrites à l'ordre du jour provisoire de la cent-sixième session, qui a été communiqué le 14 août dernier<sup>1</sup>.

La présente réunion a été convoquée si rapidement que les rapporteurs n'ont pas eu le temps d'élaborer leurs rapports habituels sur les points de l'ordre du jour et il semble certain, d'autre part, que le temps dont disposera le Conseil sera très court.

Le Secrétaire général énumère ensuite diverses questions qui, sans retenir très longtemps l'attention du Conseil, appelleront néanmoins de sa part des décisions qui pourront toutes être prises en séance privée: questions d'ordre budgétaire et administratif, coordination entre la Commission consultative des questions sociales et le Comité d'hygiène, plaintes émanant de certains ex-fonctionnaires de la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre, nominations au

<sup>1</sup> Document C.222.M.150.1939.



Tribunal administratif, et élection des membres de la Cour permanente de Justice internationale. En dehors de ces points, le Conseil aura à s'occuper de ce qui a réellement motivé la convocation, aujourd'hui, de sa session, à savoir l'appel du Gouvernement finlandais. Le Secrétaire général ne sait pas combien de temps les représentants des Membres du Conseil comptent rester à Genève, mais il croit qu'ils ne disposent que d'un nombre de jours extrêmement limité. La présente session ne comportera donc probablement pas plus d'une ou deux séances et c'est d'après ces données, semble-t-il, que le Conseil devra fixer son ordre du jour et déterminer l'ampleur qu'il compte lui donner.

M. Wellington Koo rappelle la réserve qu'il a formulée lors de la dernière session du Conseil et à la suite de laquelle le Conseil est demeuré saisi de l'appel du Gouvernement chinois<sup>1</sup>.

Etant donné les circonstances qui ont amené la convocation de la session actuelle du Conseil, le Gouvernement chinois ne se propose pas d'insister pour que son appel soit présentement discuté.

Toutefois, M. Wellington Koo doit ajouter, à cet égard, qu'il espère avoir l'occasion de faire, au cours d'une séance publique, une déclaration dans le sens indiqué ci-dessus.

*L'ordre du jour est adopté, sous réserve des observations présentées par le représentant de la Chine.*

---

<sup>1</sup> Voir *Journal Officiel*, mai-juin 1939, page 278.

LEAGUE OF NATIONS

HUNDRED-AND-SIXTH SESSION OF THE COUNCIL

MINUTES

FIRST MEETING (PRIVATE)

*Held on Saturday, December 9th, 1939, at 12 noon.*

*President:* Count CARTON DE WIART.

The Members of the Council were represented as follows:

<i>Belgium:</i>	Count CARTON DE WIART.
<i>Bolivia:</i>	M. COSTA DU RELS.
<i>United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:</i>	Mr. BUTLER.
<i>China:</i>	Dr. Wellington KOO.
<i>Dominican Republic:</i>	M. FIGUEREDO-LORA.
<i>France:</i>	M. PAUL-BONCOUR.
<i>Greece:</i>	M. POLYCHRONIADIS.
<i>Iran:</i>	—
<i>Italy:</i>	—
<i>Latvia:</i>	M. FELDMANS.
<i>New Zealand:</i>	Mr. JORDAN.
<i>Peru:</i>	—
<i>Sweden:</i>	Baron BECK-FRIIS.
<i>Union of Soviet Socialist Republics:</i>	—
<i>Yugoslavia:</i>	M. GAVRILOVITCH.

*Secretary-General:* M. J. AVENOL.

4167. **Adoption of the Agenda of the Session.**

The SECRETARY-GENERAL said that, in view of the circumstances in which the Council was meeting, there would no doubt be some difficulty in taking decisions on all the items included in the provisional agenda of the hundred-and-sixth session, which was distributed on August 14th last.<sup>1</sup>

The present session had been convened at such short notice that the rapporteurs had not had time to submit the usual reports on the different items of the agenda; and it also appeared certain that the time at the Council's disposal would be very short.

He proceeded to enumerate a number of questions which, though they would not take long to consider, would nevertheless entail decisions by the Council, all of which could be taken in private session. They were budgetary and administrative questions, co-ordination between the Advisory Committee on Social Questions and the Health Committee, claims by certain ex-officials of the Governing Commission of the Saar Territory, appointments to the Administrative Tribunal

<sup>1</sup> Document C.222.M.150.1939.

and the election of the members of the Permanent Court of International Justice. Besides these questions, the Council would have to deal with the subject which had really led to the present session—namely, the Finnish Government's appeal. He did not know how long the representatives of Members of the Council expected to remain at Geneva, but he believed the number of days at their disposal was very limited. Accordingly, the present session would probably not extend to more than one or two meetings and he presumed that the Council would see fit to determine its agenda, and to fix the limits of its extent, in the light of these considerations.

Dr. Wellington Koo recalled the reservation made by him at the last session of the Council, as a result of which the Council remained seized of the Chinese Government's appeal.<sup>1</sup>

In view of the circumstances which had led to the calling of the present session of the Council, the Chinese Government did not propose to press for a discussion of its appeal on the present occasion.

In that connection, however, he must add that he would expect to have an opportunity of making a declaration to the above effect at a public meeting.

*The agenda was adopted, subject to the observations of the representative of China.*

---

<sup>1</sup> See *Official Journal*, May-June 1939, page 278.

ONE HUNDRED AND SIXTH SESSION OF THE COUNCIL.

Provisional Minutes

of the

Second Meeting (Private),

held on Saturday, December 9th, 1939, at 5.30 p.m.

President: Count CARTON de WIART

The members of the Council were represented as follows:

- Belgium .....Count CARTON de WIART
- Bolivia .....M. COSTA DU RELS
- United Kingdom of Great Britain  
and Northern Ireland .....Mr. BUTLER
- China ..... M. WELLINGTON KOO
- Dominican Republic ..... M. FIGUEREDO-LORA
- France ..... M. PAUL-BONCOUR
- Greece ..... M. POLYCHRONIADIS
- Iran ..... -
- Italy ..... -
- Latvia ..... M. FELDMANS
- New Zealand ..... Mr. JORDAN
- Peru ..... -
- Sweden ..... Baron BECK FRIIS
- Union of Soviet Socialist  
Republics ..... -
- Yugoslavia ..... M. GAVRILOVITCH

The Secretary-General: M. J. AVENOL.

Contents.

- Adoption of agenda.
- Appointments. Administrative Tribunal.
- Co-ordination between the Advisory Committee on  
Social Questions and the Health Committee (Report of  
the Special Committee).
- Appeal by the Finnish Government.



ADOPTION OF THE AGENDA OF THE MEETING. (1)

The agenda was adopted.

APPOINTMENTS  
ADMINISTRATIVE TRIBUNAL.

M. WELLINGTON KOO (China), Rapporteur, read the report and the accompanying draft resolution. (Document C.386.1939.)

The resolution was adopted.

CO-ORDINATION BETWEEN THE ADVISORY COMMITTEE ON SOCIAL QUESTIONS AND THE HEALTH COMMITTEE (Report of the Special Committee).

Report of the Secretary-General.

The Secretary-General summarised his report and read the accompanying draft resolution. (Document C.387.1939.III.).

The resolution was adopted.

APPEAL OF THE FINNISH GOVERNMENT (2)

On the President's invitation, M. HOLSTI, representative of Finland, came to the Council table.

The PRESIDENT requested the Secretary-General to inform the Council of the measures he had taken as the outcome of the Finnish request.

The SECRETARY-GENERAL said that, under Article 15 of the Covenant, he was called upon to make all necessary arrangements for a full investigation and consideration of a dispute when a Member of the League invoked that article. He would therefore give an account of the measures he had taken under Article 15.

1. The note from the permanent delegate of Finland accredited to the League of Nations was handed to him on December 3rd and requested him, in virtue of Articles 11 and 15 of the Covenant, at once to convoke the Council and the Assembly.

-----  
(1) Document C/106th Session/Agenda 2.

(2) Documents C.370.M.283.1939.VII.  
C.371.M.284.1939.VII.  
C.373.M.286.1939.VII.  
C.374.M.287.1939.VII.  
C.375.M.288.1939.VII.  
C.376.M.289.1939.VII.  
C.377.M.290.1939.VII.  
C.381.M.294.1939.VII.

As regarded the Council, he had, under paragraph 1 of Article 11, requested the Members of the Council to meet on December 9th, by which date he thought that, in present circumstances, all the Members of the Council would be in a position to send their representatives to Geneva with the necessary instructions.

With regard to the Assembly, he had at once informed the Members of the League that he was proposing to the President of the Assembly to convoke it for December 11th. After consulting the President, he had confirmed that date by a further telegram of December 5th.

2. The permanent delegate of Finland had invoked Article 15 of the Covenant in addition to Article 11. The first paragraph of Article 15 provided that the Secretary-General should make all necessary arrangements for a full investigation and consideration of the dispute. The second paragraph stipulated that the parties should communicate statements of their case to the Secretary-General with all the relevant facts and papers.

On December 4th he had sent to the Government of the Union of Soviet Socialist Republics the following telegram:

"The Finnish representative accredited to the League of Nations, in his communication of the 3rd instant, which I had the honour to communicate to you yesterday, states that he will forward to me a complete statement of the reasons and circumstances which have led his Government to request the intervention of the League of Nations.

"The Finnish Government having invoked, in addition to Article 11, Article 15 which provides that the Secretary-General will make all necessary arrangements for a full investigation and consideration of the dispute, I direct your attention to paragraph 2 of the said Article 15, which provides that the parties will communicate to me, as promptly as possible, a statement of their case with all the relevant facts and papers."

3. On December 5th, he had communicated to the Council and Members of the League a telegram from the Government of the Union of Soviet Socialist Republics. That Government had explained the reasons for which it considered the convening of the Council and the Assembly unjustified. He had intimated that he would be unable to take part in the meetings of the Council and Assembly if they were convened.

4. The Secretary-General had also communicated to the Council and Members of the League various messages relating to Finland's appeal, sent by the Argentine, Colombian, Venezuelan and Uruguayan Governments.

(5) Lastly, he had communicated to the Council and Members of the League two telegrams from the Finnish Government relating to certain measures which that Government had taken in the neutralised zone of the Aaland Islands, together with a statement of the reasons and circumstances which had led to Finland's appeal. That statement was the last document received up to date.

M. HOLSTI (Finland) reminded the Council that, after the request sent by his Government to the Secretary-General on December 3rd, he had communicated to the members of the Council a statement of the events and circumstances which had led his Government to appeal to the League. He would not tax the patience of the members of the Council by repeating orally what they had already learned by reading the Finnish Government's statement. Consequently, without prejudice to the rights of the Council, he had the honour, on behalf of his Government and in accordance with the right which that Government held under Article 15, paragraph 9, of the Covenant, to request the Council to refer to the Assembly without delay the dispute which had arisen between his Government and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, in order that the Assembly might deal with it immediately.

The PRESIDENT noted that the representative of Finland requested the application of Article 15, paragraph 9, of the Covenant, which read as follows:

"The Council may in any case under this Article refer the dispute to the Assembly. The dispute shall be so referred at the request of either party to the dispute, provided that such request be made within fourteen days after the submission of the dispute to the Council."

The request had been referred to the Council, and in those circumstances it was for the Council to accede to the request made to it by the representative of Finland.

No observations having been made, the President submitted to the Council the following conclusion:

The Council requests the Assembly to place the question submitted by the Representative of Finland upon the agenda of the Assembly and instructs the Secretary-General to take the necessary measures for that purpose.

Agreed.

The meeting rose.

CENT SIXIÈME SESSION DU CONSEIL.

Procès-verbal provisoire

de la

deuxième séance (privée) tenue le samedi 9 décembre 1939, à 17h.30.

Président : le Comte CARTON de WIART

Les membres du Conseil sont représentés comme suit :

<u>BELGIQUE</u>	le Comte CARTON de WIART
<u>BOLIVIE</u>	M. COSTA du RELS
<u>ROYAUME-UNI DE GRANDE BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD</u>	M. BUTLER
<u>CHINE</u>	M. WELLINGTON KOO
<u>REPUBLIQUE DOMINICAINE</u>	M. FIGUEREDO LORA
<u>FRANCE</u>	M. PAUL-BONCOUR
<u>GRECE</u>	M. POLYCHRONIADIS
<u>IRAN</u>	-
<u>ITALIE</u>	-
<u>LETTONIE</u>	M. FELDMANS
<u>NOUVELLE-ZELANDE</u>	M. JORDAN
<u>PEROU</u>	-
<u>SUEDE</u>	le Baron BECK FRIIS
<u>UNION DES REPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES</u>	-
<u>YUGOSLAVIE</u>	M. GAVRILOVITCH

Le Secrétaire général : M. J. AVENOL

SOMMAIRE

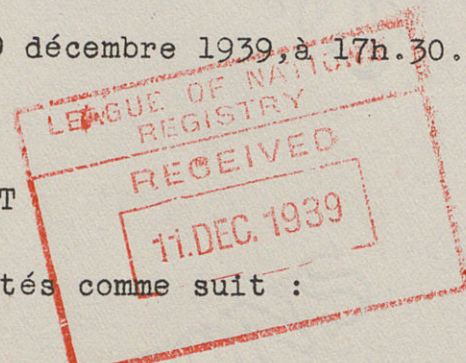
Adoption de l'ordre du jour de la séance.

Nominations

Tribunal administratif.

Coordination entre la Commission consultative  
des questions sociales et le Comité d'Hygiène.  
(Rapport du Comité spécial).

Appel du Gouvernement finlandais.





ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DE LA SEANCE. (1)

L'ordre du jour est adopté.

NOMINATIONS  
TRIBUNAL ADMINISTRATIF

M. WELLINGTON KOO (Chine), rapporteur, donne lecture du rapport et du projet de résolution ci-après (Doc.C.386.1939).

La résolution est adoptée.

COORDINATION ENTRE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES QUESTIONS SOCIALES ET LE COMITE D'HYGIENE. (Rapport du Comité spécial).

Rapport du Secrétaire général.

Le SECRETAIRE GENERAL résume son rapport et donne lecture du projet de résolution qui l'accompagne (Doc.C.387.1939.III).

La résolution est adoptée.

APPEL DU GOUVERNEMENT FINLANDAIS. (2)

Sur l'invitation du Président, M. HOLSTI, représentant de la Finlande, prend place à la table du Conseil.

Le PRESIDENT prie le Secrétaire général d'informer le Conseil des mesures qu'il a prises à la suite de la requête finlandaise.

Le SECRETAIRE GENERAL rappelle que, aux termes de l'article 15 du Pacte, il doit prendre toutes dispositions en vue d'une enquête et d'un examen complets lorsqu'un Membre de la Société invoque cet article. Il va donc rendre compte des mesures qu'il a prises en exécution de l'article 15.

1<sup>o</sup>) La note du Délégué permanent de la Finlande près la Société des Nations lui a été remise le 3 décembre. Elle demandait au Secrétaire général, en vertu des articles 11 et 15 du Pacte, de convoquer immédiatement le Conseil et l'Assemblée.

En ce qui concerne le Conseil, le Secrétaire général, en vertu du premier paragraphe de l'article 11, a prié les Membres du Conseil de se réunir le 9 décembre, date à laquelle il lui a semblé que, dans les circonstances actuelles, tous les Membres du Conseil seraient en mesure d'envoyer à Genève leurs représentants munis des instructions nécessaires.

-----  
(1) Doc. C/106ème Session/Ordre du jour 2.

(2) Documents C.370.M.283.1939.VII.  
C.371.M.284.1939.VII.  
C.373.M.286.1939.VII.  
C.374.M.287.1939.VII.  
C.375.M.288.1939.VII.  
C.376.M.289.1939.VII.  
C.377.M.290.1939.VII.  
C.381.M.294.1939.VII.

En ce qui concerne l'Assemblée, il a immédiatement informé les Membres de la Société qu'il proposait au Président de l'Assemblée de convoquer celle-ci le 11 décembre. Après consultation du Président, il a, par un nouveau télégramme du 5 décembre, confirmé cette date.

2°) Le Délégué permanent de la Finlande avait, outre l'article 11, invoqué l'article 15 du Pacte. Le premier paragraphe de cet article dispose que le Secrétaire général doit prendre toutes dispositions en vue d'une enquête et d'un examen complets. Quant au deuxième paragraphe, il stipule que les Parties doivent communiquer au Secrétaire général l'exposé de leur cause avec tous faits pertinents et pièces justificatives.

Le 4 décembre, il a adressé au Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes le télégramme ci-après :

"Le représentant finlandais près la Société des Nations, dans sa communication du 3 courant que j'ai eu l'honneur de vous transmettre hier, dit qu'il me fera tenir un exposé complet des raisons et des circonstances qui ont amené son Gouvernement à demander l'intervention de la Société des Nations.

"Le Gouvernement finlandais ayant invoqué, outre l'article 11, l'article 15 qui prévoit que le Secrétaire général prendra toutes dispositions en vue d'une enquête et d'un examen complets, j'attire votre attention sur le paragraphe 2 dudit article 15 qui stipule que, dans le plus bref délai, les Parties doivent me communiquer l'exposé de leur cause avec tous faits pertinents et pièces justificatives."

3°) Le 5 décembre, le Secrétaire général a communiqué au Conseil et aux Membres de la Société un télégramme du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes. Ce Gouvernement exposait les raisons pour lesquelles il estimait que la convocation du Conseil et de l'Assemblée ne pourrait se justifier. Il faisait savoir qu'il ne se verrait pas à même de prendre part aux réunions du Conseil et de l'Assemblée s'ils étaient convoqués.

4°) Le Secrétaire général a également communiqué au Conseil et aux Membres de la Société divers messages, relatifs à l'appel de la Finlande, qui ont été envoyés par les Gouvernements argentin, colombien, vénézuélien et uruguayen.

5°) Il a enfin communiqué au Conseil et aux Membres de la Société deux télégrammes du Gouvernement finlandais relatifs à certaines mesures que ce Gouvernement a prises dans la zone neutralisée des îles d'Aland, ainsi que l'exposé des raisons et des circonstances qui ont motivé l'appel de la Finlande. Cet exposé est le dernier document reçu à ce jour.

M. HOLSTI (Finlande) rappelle que, après la requête adressée par son Gouvernement au Secrétaire général, le 3 décembre, il a fait tenir, aux Membres du Conseil, un exposé des événements et des circonstances qui ont amené son Gouvernement à faire appel à la Société. Il craindrait d'abuser de la patience des Membres du Conseil en répétant oralement ce dont ils ont déjà eu connaissance par la lecture de l'exposé du Gouvernement finlandais. Par conséquent, sans préjudice des droits du Conseil, il a l'honneur, au nom de son Gouvernement et conformément à la faculté que celui-ci détient aux termes du paragraphe 9 de l'article 15 du Pacte, de demander au Conseil de saisir sans délai l'Assemblée du différend surgi entre son Gouvernement et le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, pour que l'Assemblée s'en occupe immédiatement.

Le PRESIDENT constate que le représentant de la Finlande demande l'application du paragraphe 9 de l'article 15 du Pacte, qui est ainsi conçu :

"Le Conseil peut, dans tous les cas prévus au présent article, porter le différend devant l'Assemblée. L'Assemblée devra de même être saisie du différend à la requête de l'une des Parties; cette requête devra être présentée dans les quatorze jours à dater du moment où le différend est porté devant le Conseil."

Le Conseil est saisi de cette requête et, dans ces conditions, il lui appartient de déférer à la demande qui lui est adressée par le représentant de la Finlande.

Aucune observation n'étant présentée, le Président soumet au Conseil la conclusion suivante :

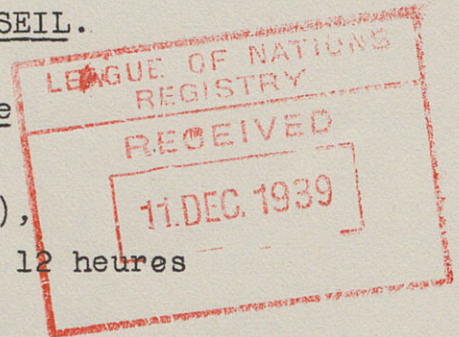
Le Conseil prie l'Assemblée d'inscrire la question soumise par le représentant de la Finlande à l'ordre du jour de l'Assemblée et charge le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires à cet effet.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée.

CENT SIXIEME SESSION DU CONSEIL.

Procès-verbal provisoire  
de la  
première séance (privée),  
tenue le samedi 9 décembre 1939 à 12 heures  
-----



PRESIDENT : le comte CARTON de WIART.

Les membres du Conseil sont représentés comme  
suit :

BELGIQUE	Le Comte CARTON de WIART
BOLIVIE	M. COSTA du RELS
ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD	M. BUTLER
CHINE	M. WELLINGTON KOO
REPUBLIQUE DOMINICAINE	M. FIGUEREDO-LORA
FRANCE	M. PAUL-BONCOUR
GRECE	M. POLYCHRONIADIS
IRAN	-
ITALIE	-
LETTONIE	M. FELDMANS
NOUVELLE-ZELANDE	M. JORDAN
PEROU	-
SUEDE	le baron BECK FRIIS
UNION DES REPUBLIQUES SOVIETIQUES SOCIALISTES	-
YUGOSLAVIE	M. GAVRILOVITCH

Le Secrétaire général : M. J. AVENOL.

---

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DE LA SESSION.

Le SECRETAIRE GENERAL déclare qu'étant donné les circonstances dans lesquelles se réunit le Conseil, celui-ci rencontrera sans aucun doute quelques difficultés à prendre des décisions sur toutes les questions inscrites à l'ordre du jour provisoire de la cent sixième session, qui a été communiqué le 14 août dernier.

La présente réunion a été convoquée si rapidement que les rapporteurs n'ont pas eu le temps d'élaborer leurs rapports habituels sur les points de l'ordre du jour et il semble certain, d'autre part, que le temps dont disposera le Conseil sera très court.

Le Secrétaire général énumère ensuite diverses questions qui, sans retenir très longtemps l'attention du Conseil, appelleront néanmoins de sa part des décisions qui pourront toutes être prises en séance privée : questions d'ordre budgétaire et administratif, coordination entre la Commission consultative des Questions sociales et le Comité d'Hygiène, plaintes émanant de certains ex-fonctionnaires de la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre, nominations au Tribunal administratif, et élection des membres de la Cour permanente de Justice internationale. En dehors de ces points, le Conseil aura à s'occuper de ce qui a réellement motivé la convocation, aujourd'hui, de sa session, à savoir l'appel du Gouvernement finlandais. Le Secrétaire général ne sait pas combien de temps les représentants des membres du Conseil comptent rester à Genève, mais il croit qu'ils ne disposent que d'un nombre de jours extrêmement limité. La présente session ne comportera donc probablement pas plus d'une ou deux séances et c'est d'après ces données, semble-t-il, que le Conseil devra fixer son ordre du jour et déterminer l'ampleur qu'il compte lui donner.

M. Wellington KOO rappelle la réserve qu'il a formulée lors de la dernière session du Conseil et à la suite de laquelle le Conseil est demeuré saisi de l'appel du Gouvernement chinois.

Etant donné les circonstances qui ont amené la convocation de la session actuelle du Conseil, le Gouvernement chinois ne se propose pas d'insister pour que son appel soit présentement discuté.

Toutefois, M. Wellington Koo doit ajouter, à cet égard, qu'il espère avoir l'occasion de faire, au cours d'une séance publique, une déclaration dans le sens indiqué ci-dessus.

L'ordre du jour est adopté, sous réserve des observations présentées par M. Wellington Koo.

La séance est levée.

LEAGUE OF NATIONS.

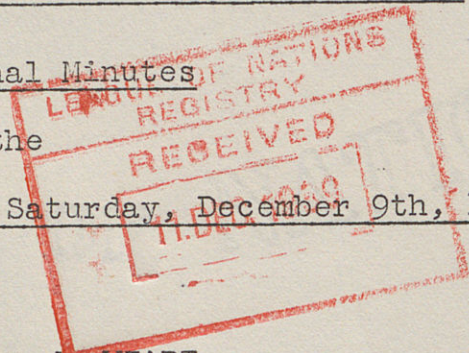
C/106th Session/P.V.1.

ONE HUNDRED AND SIXTH SESSION OF THE COUNCIL.

Provisional Minutes

of the

First Meeting (private) held on Saturday, December 9th, 1939 at  
12 noon.



PRESIDENT: Count Carton de WIART

The members of the Council were represented as follows:

BELGIUM .....Count CARTON de WIART  
BOLIVIA .....M. COSTA du RELS  
UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN  
AND NORTHERN IRELAND .....Mr. BUTLER  
CHINA ..... M. WELLINGTON KOO  
DOMINICAN REPUBLIC ..... M. FIGUEREDO-LORA  
FRANCE ..... M. PAUL-BONCOUR  
GREECE ..... M. POLYCHRONIADIS  
IRAN ..... -  
ITALY ..... -  
LATVIA ..... M. FELDMANS  
NEW ZEALAND ..... Mr. JORDAN  
PERU ..... -  
SWEDEN ..... Baron BECK FRIIS  
UNION OF SOVIET SOCIALIST  
REPUBLICS ..... -  
YUGOSLAVIA ..... M. GAVRILOVITCH

The Secretary-General: M. J. AVENOL

ADOPTION OF THE AGENDA OF THE SESSION.

The Secretary-General said that, in view of the circumstances in which the Council was meeting, there would no doubt be some difficulty in taking decisions on all the items included in the Provisional Agenda of the 106th Session which was distributed on August 14th last.

The present session had been convened at such short notice that the rapporteurs had not had time to submit the usual reports on the different items of the Agenda; and it also appeared certain that the time at the Council's disposal would be very short.

He proceeded to enumerate a number of questions which, though they would not take long to consider, would nevertheless entail decisions by the Council, all of which could be taken in private session. They were budgetary and administrative questions, co-ordination between the Advisory Committee on Social Questions and the Health Committee, claims by certain ex-officials of the Governing Commission of the Saar Territory, appointments to the Administrative Tribunal and the election of the members of the Permanent Court of International Justice. Besides these questions, the Council would have to deal with the subject of which had really led to the present session, namely, the Finnish Government's appeal. He did not know how long the Members of the Council expected to remain at Geneva, but he believed the number of days at their disposal was very limited. Accordingly the present session would probably not extend to more than one or two meetings; and he presumed that the Council would see fit to determine its Agenda, and to fix the limits of its extent, in the light of these considerations.

M. Wellington KOO recalled the reservation made by him at the last Session of the Council, as a result of which the Council remained seized of the Chinese Government's appeal.

In view of the circumstances which had led to the calling of the present Session of the Council, the Chinese Government did not propose to press for a discussion of its appeal on the present occasion.

In that connection, however, he must add that he would expect to have an opportunity of making a declaration to the above effect at a public meeting.

The Agenda was adopted, subject to the observations of M. Wellington KOO.

The meeting rose.





**Date of Registration**

11 - 12 - 39

CLASSEMENT	SERIE No.:
<b>COUNCIL</b>  <b>14</b>	- 1198 -